

CONJONCTURE FILIÈRE CONSTRUCTION HAUTS-DE-FRANCE



AVRIL 2026

CONSTRUCTION DE
LOGEMENTS

-3,9% ▼

CONSTRUCTION DE
LOCAUX

+8,7% ▲



CARNETS DE COMMANDES
ENTRETIEN-RÉNOVATION
BÂTIMENT

12,8 semaines ▼



CARNETS DE COMMANDES
TRAVAUX PUBLICS

5,0 mois ▲

PRODUCTION
BPE (janv.-nov. 2025)

-9,2% ▼



PRODUCTION
GRANULATS EN 2025

+1,9% ▲



EMPLOI SALARIÉ

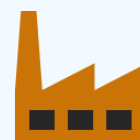
-1,2% ▼

INTÉRIM CONSTRUCTION

-7,5% ▼

CRÉATION
D'ENTREPRISES
(HORS MICRO-ENTREPRENEURS)

-7,5% ▼



Contacts :

Virginie FORMENTEL-DIEU – virginie.formentel-dieu@i-carre.net

Marie MOTELLIER – marie.motellier@i-carre.net



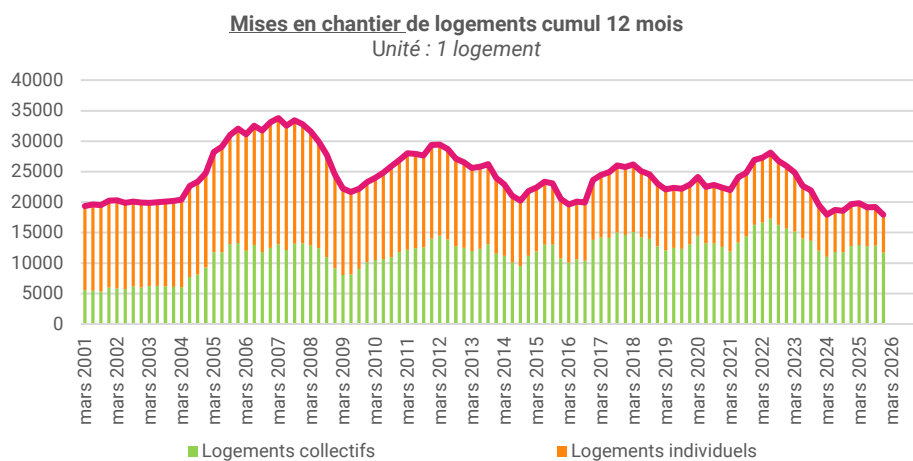
CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

Permis de construire autorisés et déclaration d'ouverture de chantier de logements

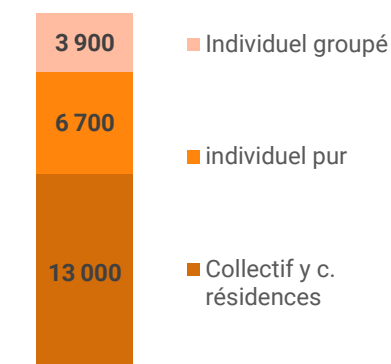
La dynamique des mises en chantier de logements en 2025 se poursuit dans la lignée de celle observée en 2024, avec des volumes demeurant très bas : à peine 19 000 logements ont été commencés en moyenne cette année. Le début d'année 2026 ne laisse entrevoir aucun signe tangible de reprise. Les mises en chantier sont tirées vers le bas par l'individuel groupé, toujours en net repli, et le collectif. Seul le segment de la maison individuelle montre un frémissement, amorcé au cours des trois derniers mois.

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin février 2026 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	18 800 lgts	-3,9%	▼
Dont individuels purs	3 400 lgts	+12,4%	▲
Dont individuels groupés	3 100 lgts	-17,0%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	12 200 lgts	-3,9%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	25 400 lgts	+8,7%	▲
Dont individuels purs	4 600 lgts	+25,9%	▲
Dont individuels groupés	4 400 lgts	-2,0%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	16 400 lgts	+7,7%	▲

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.



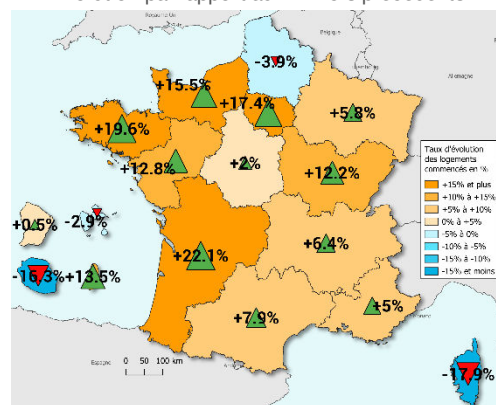
23 600
logements commencés
en moyenne annuelle sur
la période 2010-2025



-3,9% ▼
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2026)

18 800 lgts

Logements commencés sur 12 mois à fin février 2026
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



+8,7% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2026)

25 400 lgts

⚠ Le SDES indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin février 2026

Les autorisations et mises en chantier de logements neufs, selon le type de logements sont estimées en date réelle (DR++). Elles ne peuvent pas être comparées aux données mensuelles communales qui sont des données administratives basées sur les dates de prise en compte dans Sit@del2. Les données sont présentées en données brutes.

Avertissement : à compter de mars 2026, les données de construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sit@del3 qui remplace Sit@del2. Ce nouveau dispositif produit, pour le moment, les mêmes informations que le précédent, avec une révision des séries.



COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

Logements neufs ou réhabilités destinés à la vente

La commercialisation de logements neufs collectifs aux particuliers	4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	673 lgts	+63,7%	▲
Réservations ⁽²⁾	562 lgts	-24,5%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	4 916 lgts	-2,3%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	27,6 mois	+7,5 mois	▲
Prix des logements collectifs	4 505 €/m ²	+15,2%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	2 792 lgts	+66,1%	▲
Réservations	2 317 lgts	-27,0%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	372 lgts	-39,7%	▼

Les ventes de logements collectifs neufs atteignent un niveau historiquement bas en 2025. En revanche, les commercialisations d'appartements montrent un net redressement, anticipant une possible reprise de l'activité dans les mois à venir.

-27,0% ▼

EN 1 AN

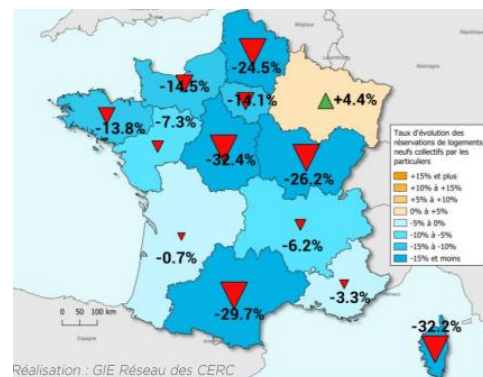
RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 4^e TRIM. 2025 (évol 1an)

2 317 lgts

- (1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre
- (2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes
- (3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Réservations de logements neufs collectifs des particuliers
Évolution au 4^e trimestre 2025 *



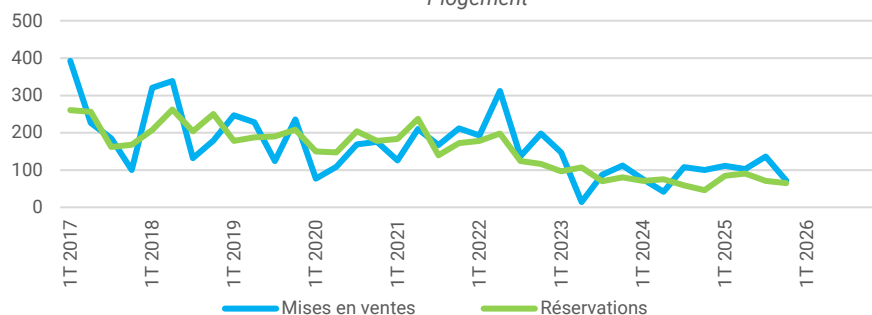
Réalisation : GIE Réseau des CERC

Source : SDES, ECLN (données brutes)

* par rapport à la même période de l'année précédente

La commercialisation de logements neufs individuels aux particuliers	4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	72 lgts	-28,0%	▼
Réservations ⁽²⁾	65 lgts	+41,3%	▲
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	765 lgts	-9,7%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	33,6 mois	-14,7 mois	▼
Prix des logements individuels	281 468 €/lot	+0,6%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	422 lgts	+29,8%	▲
Réservations	312 lgts	+24,3%	▲
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	46 lgts	-22,0%	▼

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre - Unité : 1 logement



+24,3% ▲

EN 1 AN

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM AU 4^e TRIM. 2025 (évol 1an)

312 lgts

Source : SDES, ECLN (données brutes)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs interroge les promoteurs immobiliers. Elle est exhaustive sur le champ des logements neufs ou réhabilités des programmes de cinq logements ou plus destinés à la vente aux particuliers.

CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

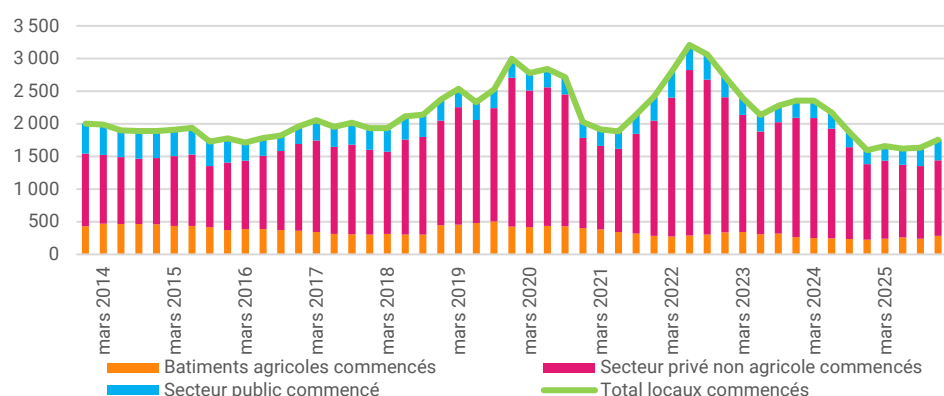
Permis de construire autorisés et déclarations d'ouverture de chantier de locaux

On observe une amélioration globale de la construction neuve de bâtiments non résidentiels début 2026. Cependant, les niveaux de mises en chantier restent bas et le secteur privé continue de contracter.

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin février 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 729 mill. m²	+8,7%	▲
Bâtiments agricoles	282 mill. m ²	+20,7%	▲
Secteur privé non agricole	1 108 mill. m ²	-2,2%	▼
Secteur public	339 mill. m ²	+51,3%	▲

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

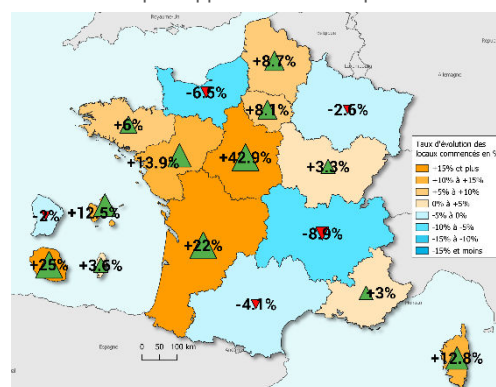
Mises en chantier de locaux cumul 12 mois
Unité : milliers de m²



+8,7% ▲
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2026)

1 729 mill. m²

Locaux commencés sur 12 mois à fin février 2026
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



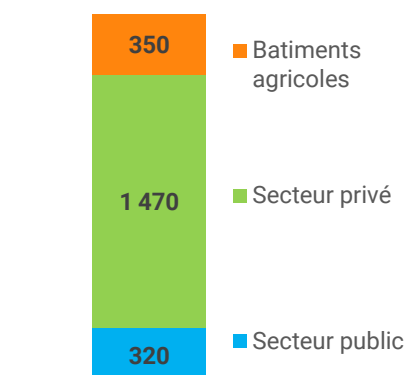
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin février 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	3 557 mill. m²	-26,0%	▼
Bâtiments agricoles	616 mill. m ²	+14,8%	▲
Secteur privé non agricole	2 486 mill. m ²	-34,8%	▼
Secteur public	455 mill. m ²	-1,3%	▼

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

-26,0% ▼
EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2026)

3 557 mill. m²

2 140 milliers de m²
de surfaces de locaux
commencés en moyenne
annuelle sur la période
2013-2025



Sources :
SDES, Sit@del3 (date de prise en compte)

Les autorisations et mises en chantier de locaux sont communiquées en date de prise en compte. Chaque événement est comptabilisé au titre du mois d'enregistrement de l'information dans la base Sit@del.

Avertissement : Depuis mars 2026, le passage à la base Sit@del2 à Sit@del3 entraîne : l'historique antérieur à 2013 n'est plus disponible et le niveau de détail est réduit à 3 catégories de locaux.

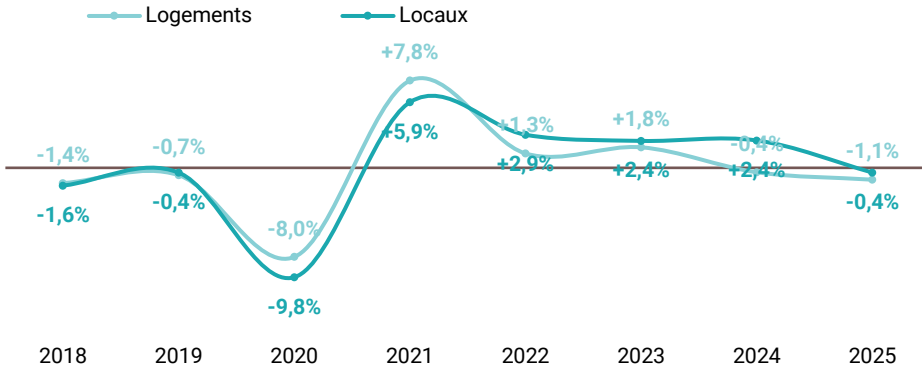


ENTRETIEN-RÉNOVATION DE BÂTIMENTS

Après quatre années consécutives de hausse, l'année 2025 se solde par une contraction globale de l'activité entretien-rénovation de -0,9%. Les carnets de commande sont en baisse en fin d'année 2025 et des perspectives d'activité sont moroses pour le 1^{er} trimestre 2026.

Evolution de l'activité entretien -rénovation (en volume) par segment de marché par rapport à l'année précédente

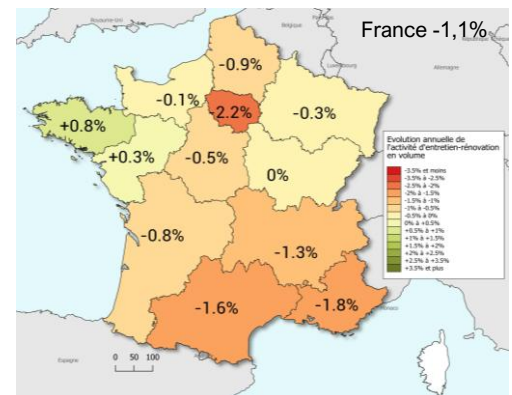
PAR SEGMENT DE MARCHÉ



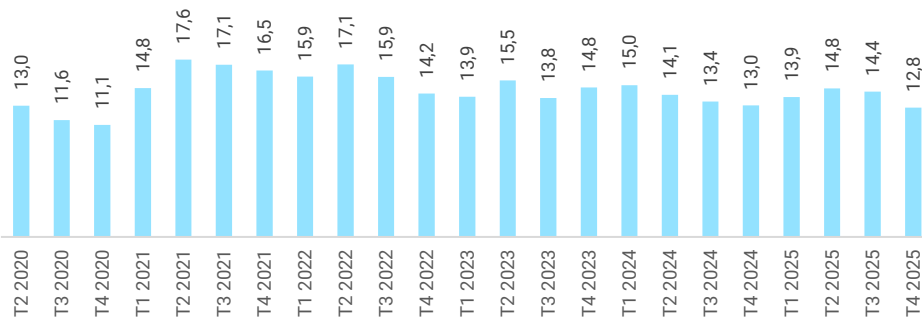
-0,9% ▼

EN 1 AN
**ACTIVITÉ ENTRETIEN-
RÉNOVATION**
AU 4^e TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation en volume



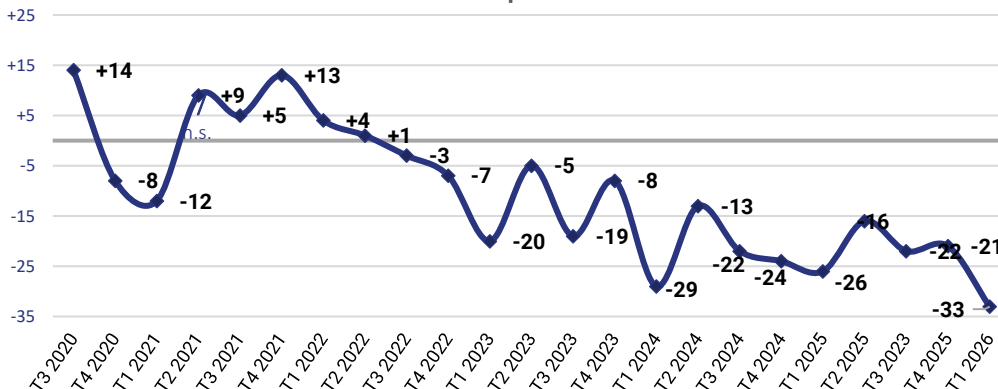
Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation



12,8 ▼

**SEMAINES DE TRAVAIL
GARANTIES EN MOYENNE
PAR LES CARNETS DE
COMMANDES EN
ENTRETIEN-RÉNOVATION À
LA FIN DU 4^{EME} TRIM. 2025
(ÉVOL. SUR 1 TRIMESTRE)**

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution prévue de leur montant de facturation au prochain trimestre



33 ▼

**SOLDE D'OPINION* DES
ENTREPRISES SUR
L'ÉVOLUTION PRÉVUE DE
LEUR MONTANT DE
FACTURATION
AU 1^{ER} TRIM. 2026
(ÉVOL. MOYENNE PÉRIODE**)**

Source : Enquête trimestrielle Réseau des CERC

Les indicateurs sont issus de l'enquête Entretien-Rénovation menée trimestriellement par le GIE réseau des CERC. Cette enquête réalisée par sondage interroge une cohorte de 12 000 établissements du bâtiment partenaires. Au total, ce sont plus de 4 000 établissements qui répondent chaque trimestre, représentatifs du tissu économique de chaque région.

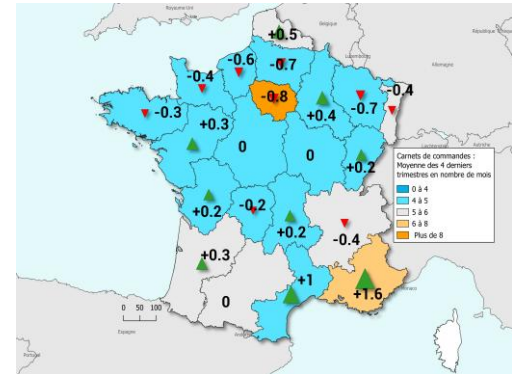


TRAVAUX PUBLICS

Les carnets de commandes parviennent à se maintenir encore malgré un contexte économique dégradé. Toutefois, les perspectives d'activité s'annoncent moroses pour les trois mois à venir et l'insuffisance de la demande est croissante.

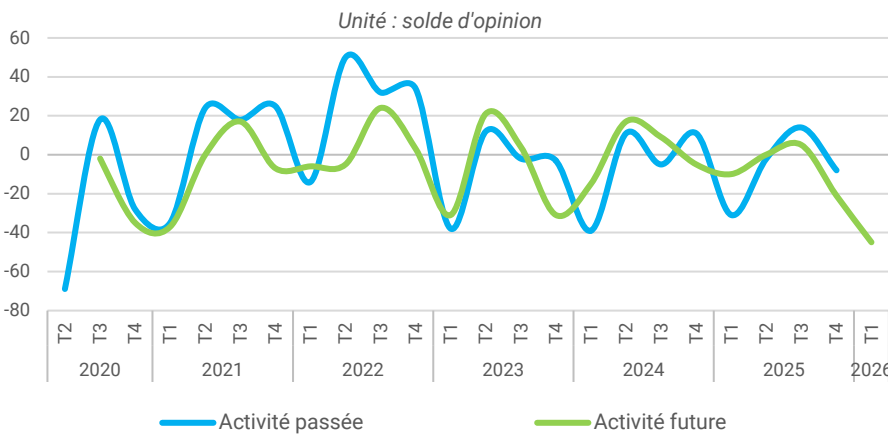
	Evolution au 4ème trimestre 2025		Moyenne de longue période
Activité récente ⁽¹⁾	-8	▼	+8
Prévisions d'activité ⁽¹⁾	-45	▼	+1
Effectifs futurs ⁽¹⁾	+3	▼	+16
Carnets de commandes ⁽²⁾	5,0 mois	0,0 mois =	5,1 mois
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production ⁽³⁾	15%	+6 pts ▼	16%
Entreprises citant l'insuffisance de la demande comme contrainte à l'accroissement de leur production ⁽³⁾	48%	+14 pts ▲	30%
Entreprises citant l'insuffisance de personnel comme contrainte à l'accroissement de leur production ⁽³⁾	29%	-14 pts ▼	41%

Évolution des carnets de commandes travaux Publics
Moyenne des 4 trimestres

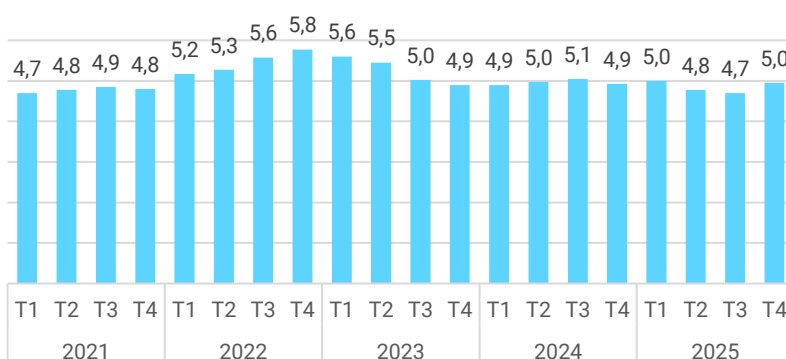


- (1) solde d'opinion (écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse »), évol. 1 trim.
- (2) moyenne des 4 derniers trimestres, en nombre de mois, évol. 1 an
- (3) % d'entreprises, évol. 1 an

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité Travaux Publics en Hauts-de-France



Nombre de mois de travail garantis en par les carnets de commandes en moyenne mobile sur 4 trimestres



5,0 mois ▲

MOYENNE 1 AN
CARNETS DE COMMANDES
AU 4° TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)

Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Les indicateurs sont issus de l'enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics qui est réalisée conjointement par la FNTP et l'INSEE. Chaque trimestre un échantillon représentatif d'environ 2 000 entreprises est interrogé à l'échelon national. Les résultats présentés portent sur les réponses des entreprises interrogées en Hauts-de-France.



INDUSTRIE DES MATÉRIAUX

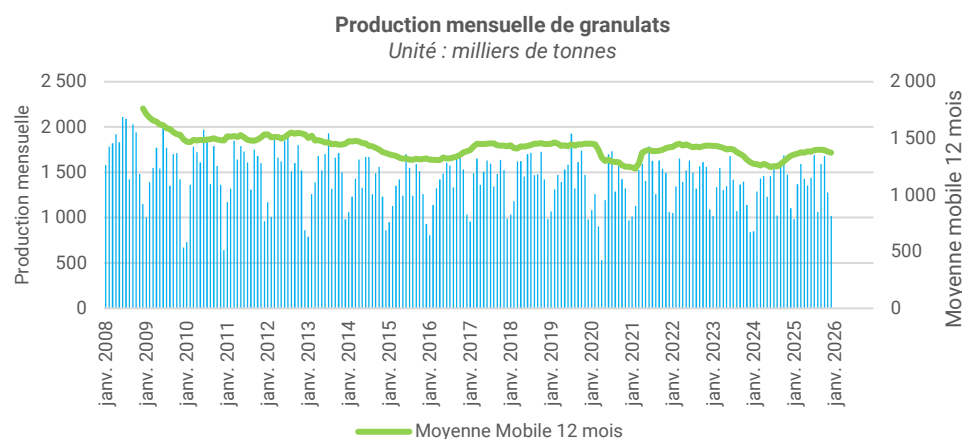
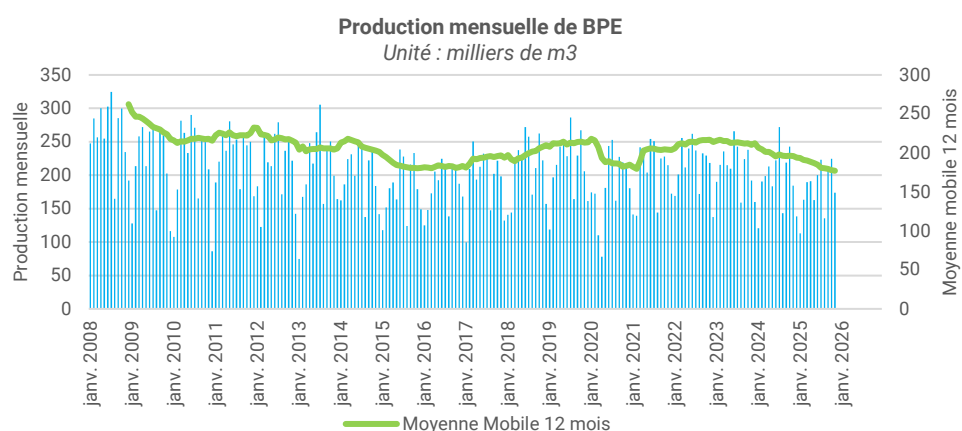
On observe un redressement de la production de granulats en 2025, tandis que la production de béton prêt à l'emploi enregistre un recul sur l'ensemble de l'année. Cette situation est directement liée aux difficultés rencontrées dans la construction de bâtiments résidentiels et de locaux.

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en novembre 2025	173 598 m3	-5,7%	▼
Prod. de Granulats en décembre 2025	1 019 kt	-7,6%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2025	1 988 233 m3	-9,2%	▼
Production de Granulats en 2025	16 446 kt	+1,9%	▲

-9,2% ▼

entre janv. et nov. 2025
PRODUCTION DE BPE
EVOL 1 AN

1 988 233 m3



+1,9% ▲

en 2025
PRODUCTION DE GRANULATS
EVOL 1 AN

16 446 kt

Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

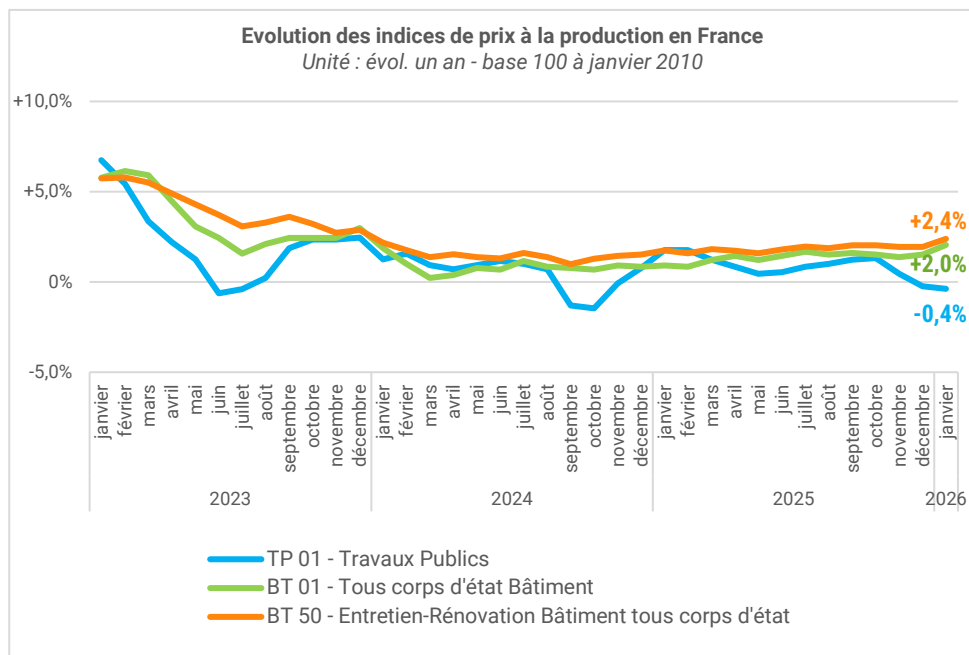
Les données conjoncturelles sur les granulats et le béton prêt à l'emploi sont issues des enquêtes mensuelles de conjoncture réalisées par l'UNICEM.



PRIX DE CONSTRUCTION

Index Bâtiment (BT) – Travaux Publics (TP)

Les coûts de production globaux sont en légère hausse dans le Bâtiment (BT01) et en légère baisse dans les Travaux Publics (TP01)



À fin janvier 2026, les indices de l'INSEE, qui mesurent l'évolution du coût des facteurs de production, sont globalement en hausse sur un an dans le bâtiment et stabilisé dans les Travaux Publics. Ainsi, l'activité globale Bâtiment (BT 01) affiche de +2%, celui de l'Entretien-Rénovation montre une progression légèrement plus marquée de +2,4% par rapport janvier 2025 et l'indice général des Travaux Publics (TP 01) est en légère décroissance à -0,4%.

Indices des coûts des principaux domaines de travaux dans le Bâtiment et les Travaux Publics	Evol. 1 an Janv. 2026 / Janv. 2025
BT06 - Ossature, ouvrages en béton armé	+2,5%
BT07 - Ossature et charpentes métalliques	-1,4%
BT54 - Ossature bois	+1,9%
BT16b - Charpente bois	+2,0%
BT08 - Plâtre et préfabriqués	+1,0%
BT51 - Menuiseries PVC	0%
BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils)	+4,2%
BT47 - Électricité	+2,4%
BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux	+2,0%
TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art	+1,8%
TP13b - Charpentes et ouvrages d'art métalliques	+1,1%
TP03a - Grands terrassements	+1,3%
TP04 - Fondations et travaux géotechniques	+1,3%
TP08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie	-2,9%
TP10f - Canalisations, assainissement et adduction d'eau	+1,3%
TP12a - Réseaux d'énergie et de communication	+2,9%
TP12b - Éclairage public - Travaux d'installation	+1,6%

Source : INSEE – Index Bâtiments et Travaux Publics- janvier 2026

Les indices de prix mesurent l'évolution des prix des biens issus des activités de l'industrie française (ou importés) et vendus sur le marché français. Les codes produits retenus, pour les indices des prix sont ceux utilisés pour le calcul des différents indexes BT et TP de révision des prix.



EMPLOI

Effectifs salariés de la construction, intérimaires et demandeurs d'emploi

La baisse des effectifs salariés permanents se poursuit, à l'exception du Pas-de-Calais où l'on observe une légère augmentation de +1,2%. Parallèlement, l'emploi intérimaire dans le BTP continue de se rétracter. Malgré la crise, le marché de l'emploi dans la filière Construction démontre une certaine résilience en 2025, contrastant avec les autres secteurs économiques beaucoup plus dégradés : le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de +7,9% tous secteurs d'activité confondus.

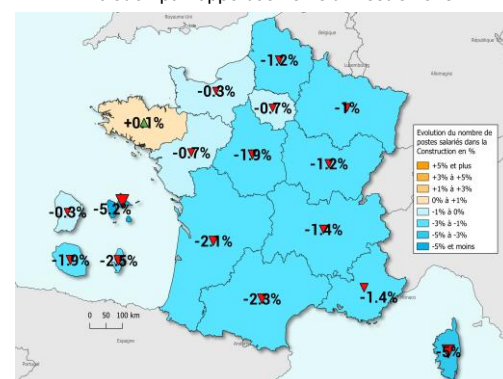
Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	118 859 sal.	-1,2%	▼

-1,2% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4° TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)

118 859 sal.

Emploi salarié dans la construction au 4^{ème} trimestre 2026
Évolution par rapport au 4^{ème} trimestre 2025



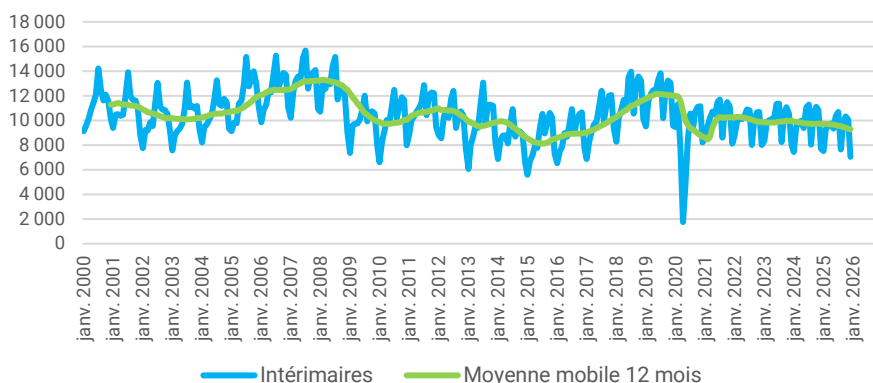
Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Décembre 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Décembre 2025	7 039 ETP	-8,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Décembre 2025	9 136 ETP	-7,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Décembre 2025	9 283 ETP	-4,6%	▼

-7,5% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2025

9 136 ETP

Emploi intérimaire dans la Construction
Unité : ETP



Sources :
Emploi salarié : ACOSS – URSSAF (données cvs),
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire : DARES (données brutes – ETP)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4° trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	20 250 DEFM	0%	=
DEFM tous secteurs économiques	322 403 DEFM	+7,9%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

0% =

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 4° TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)

20 250 DEFM

Source :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques
Mensuelles du marché du travail). Données brutes

L'emploi intérimaire est estimé à partir des déclarations sociales nominatives des entreprises de travail temporaire



DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

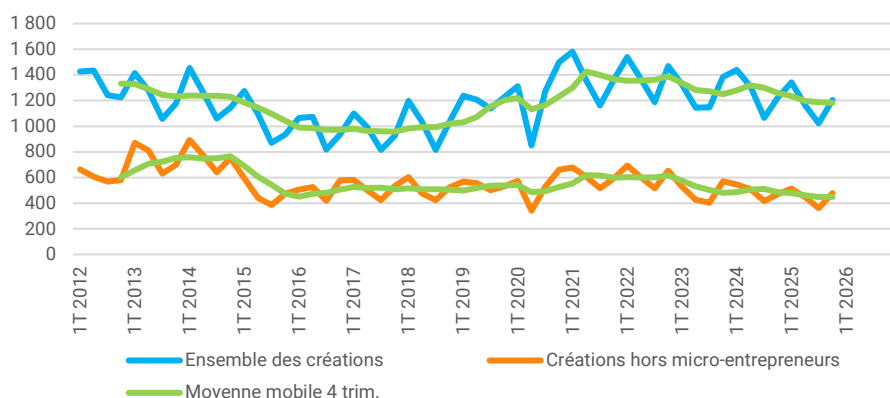
Créations et défaillances d'entreprises

Les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont en baisse abandonnant -7,5 % en 2025. En parallèle, on observe un ralentissement des défaillances d'entreprises (-6,8%).

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	1 205 créations	-1,4%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	479 créations	+1,7%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	4 732 créations	-6,0%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	1 800 créations	-7,5%	▼

-1,4% ▼
 EN 1 AN
DES CREATIONS D'ENTREPRISES
 AU 4° TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)
1 205 créations

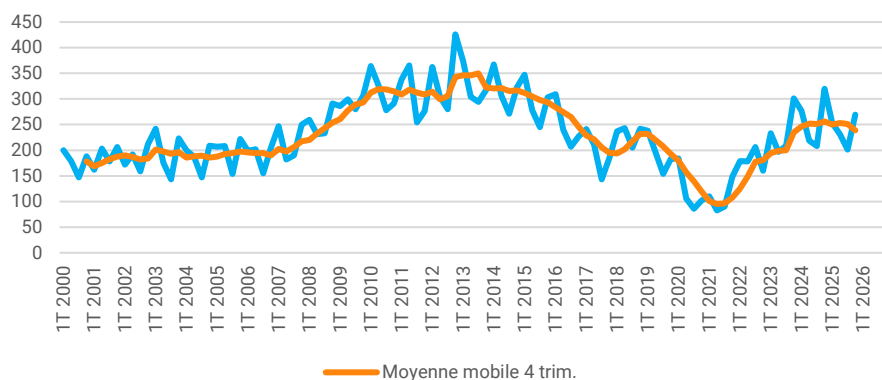
Créations d'entreprises de la Construction
 Unité : nombre d'entreprises



Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	269 défaillances	-15,9%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	954 défaillances	-6,8%	▼

-15,9% ▼
 EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
 AU 4° TRIMESTRE 2025 (évol 1 an)

Défaillances d'entreprises de la Construction
 Unité : nombre d'entreprises



269 défaillances

Sources :
 INSEE (données brutes)
 Banque de France (données brutes)

La série des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire SIRENE. Le dénombrement des défaillances résulte du recensement des procédures collectives donnant lieu au dépôt d'une déclaration de cession de paiement. Il s'agit du nombre de redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Avec le concours des membres de la CERC :



Cellule Économique Régionale de la Construction Hauts-de-France

tél. : 03 20 40 53 39

cerc.hauts-de-france@i-carre.net

www.cerc-hautsdefrance.fr



...et des membres du GIE Réseau des CERC

